# La Russie : nouvel arbitre européen ?

L'Europe politique est en panne. Au sein du Conseil des Ministres de l'Union Européenne, une majorité des pays n'est pas mécontente d'un statu quo pouvant réduire l'Union à une zone de libre échange. Les pays de l'UE sont également divisés sur les grands enjeux de politique extérieure, notamment sur la nature du lien transatlantique et les relations à établir avec la Russie, la Chine, ou l'Inde. On constate une même division sur les questions économiques et sociales. En un mot, les Européens ne sont pas d'accord sur la forme finale de l'Union, sur ses partenaires, et sur ses frontières. La politique extérieure des Etats-Unis au lendemain de la guerre froide a dévoilé cette division. En 2003, les Européens ont adopté des positions opposées sur l'intervention militaire que Washington voulait mener en Irak. Aujourd'hui, alors qu'une intervention en Iran est pour la plupart des analystes de plus en plus probable, il règne au sein des pays de l'Union un surprenant silence. Sur le continent européen seule la Russie s'oppose clairement à une guerre contre l'Iran. La Russie a également vivement protesté contre l'implantation d'une défense anti-missile en république tchèque et en Pologne. Sur cette dernière question, les pays de l'Union sont de nouveau divisés. Cette initiative pourrait relancer une course aux armements et la sortie du traité FNI de 1987. Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis pourraient ainsi apparaître aux yeux de l'opinion publique comme un facteur de déstabilisation en Europe. Parallèlement aux divergences internes sur l'avenir de l'Union, les relations institutionnelles de la Russie avec la Commission Européenne et avec certains pays de l'Union ne cessent de se détériorer. La marge de manœuvre de la présidence allemande dirigée par une grande coalition voulant à la fois restaurer un lien privilégié avec les Etats-Unis tout en ménageant la Russie, son partenaire économique privilégié, semble réduite. Les Français et les Allemands sont pourtant encore à même d'influencer considérablement la politique russe de l'Union, pour peu qu'ils sachent le vouloir. Avant son élection, madame Angela Merkel avait à plusieurs reprises déclaré avec conviction que l'axe Paris-Berlin-Moscou forgé par le chancelier Schroeder n'aurait plus de raison d'être dans le futur. « L'axe Paris-Berlin-Moscou va-t-il se briser[1] ? » titrait alors le journal allemand Die Welt. Et pourtant, le 23 septembre 2006, la chancelière allemande participait à un sommet franco-germano-russe à Compiègne, aux côtés des présidents Chirac et Poutine. Symbole historique fort, Compiègne avait en 1901 accueilli la visite mémorable du Tsar Nicolas II pour sceller l'amitié franco-russe avec Emile Loubet. Cependant, même si les rencontres institutionnelles franco-germano-russe au sommet perdurent, elles ne sont pas suivies d'une coopération stratégique opérationnelle sur le long terme. A court terme, on constate l'absence d'une stratégie cohérente durable des pays de la troïka, et d'une manière générale de l'ensemble des pays de l'Union, envers la Russie. Pourtant la Russie se positionne de plus en plus en arbitre européen et international, notamment de par sa situation géographique et les relations privilégiées qu'elle a su établir avec certains pays d'Asie.

## Le discours de Munich de Vladimir Poutine

Le 10 février 2007, le président Poutine prononçait à Munich un important discours. Les conférences sur la sécurité de Munich ont été initiées en 1962 par l'éditeur bavarois Ewald-Heinrich von Kleist-Schmenzin (un des conjurés de juillet 1944 autour du comte Stauffenberg), elles sont souvent présentées comme une façon de Davos de la sécurité. Vladimir Poutine ne s'y était jusqu'alors jamais rendu. Vladimir Poutine s'est d'abord attaqué à la vision américaine d'un monde unipolaire, un seul centre de pouvoir serait selon lui profondément antidémocratique. Il a aussi critiqué l'emploi grandissant de la force militaire par les Etats-Unis. Il a aussi rappelé que les PIB cumulés de l'Inde et de la Chine dépassent celui des Etats-Unis. Il a ensuite évoqué les questions de sécurité et de défense proprement dites en rappelant l'importance que la Russie attachait en matière de désarmement et de réduction des armements nucléaires. *« Nous avons convenu avec les Etats-Unis de ramener nos charges nucléaires équipant les vecteurs stratégiques à 1700 -2200 unités d'ici au 31 décembre 2012. La Russie à l'intention de respecter strictement ses engagements. (…) L'URSS et les Etats-Unis ont signé un traité sur l'élimination des missiles à moyenne et plus courte portée ».* V. Poutine fait ici allusion au traité FNI de 1987. Son ton tranchait donc d'une manière générale avec l'ambiance générale de la rencontre. Il me semble que le passage le plus important de son intervention a été son opposition aux projets de défense antimissile en Pologne et en république tchèque : « *En ce qui concerne les projets prévoyants le déploiement en Europe d'éléments du*

[1] Bricht die Achse Paris-Berlin-Moskau ?»

*système de défense antimissiles, ils ne manquent pas non plus de nous inquiéter. Qui a besoin d'une nouvelle relance - inévitable en l'occurrence - de la course aux armements ? Je doute fort que ce soient les Européens* ». Le président russe a conclu son intervention en rappelant qu'au cours de son histoire millénaire, la Russie a pratiquement toujours eu le privilège de pouvoir pratiquer une politique extérieure indépendante et qu'elle n'avait pas l'intention de faillir à cette tradition. On constate tout d'abord que cette importante intervention a été très peu, et surtout partiellement, commentée dans les médias occidentaux. Un mois plus tôt le général Gareev avait dévoilé les grandes lignes de la doctrine militaire russe[2]. Face à l'instabilité de certains Etats et aux guerres des Etats-Unis, cette nouvelle doctrine prévoit que la Russie s'abstiendra de toute confrontation directe et concevra sa défense pour jouer le rôle d'arbitre. Le déplacement et l'intervention de Vladimir Poutine à Munich en a donc que plus d'importance. Le président russe comptait aussi susciter la division de l'Europe de l'Ouest. Il intervenait sur la terre catholique et bavaroise de la CSU, au sein de laquelle existe encore un courant européen que l'on pourrait comparer au gaullisme et duquel participait Edmund Stoiber, récemment évincé dans des circonstances qui mériteraient une étude approfondie. La ligne atlantique de la chancelière Merkel ne fait ainsi pas l'unanimité au sein de son propre parti. D'influents milieux d'affaires conservateurs ont aussi des intérêts économiques importants en Russie. La SPD quant à elle, depuis la politique du chancelier Schroeder après sa réélection durant la crise iraquienne, dans une filiation à l'Ostpolitik de Willy Brandt, prône majoritairement une politique de partenariat stratégique avec la Russie. Ces divisions se retrouvent dans d'autres pays de l'Union et traversent les partis politiques. C'est aussi une des raisons pour lesquelles il n'existe pas encore de véritable partenariat stratégique entre l'UE et la Russie.

**Bruxelles-Moscou : l'impasse**

En novembre 2007, l'accord de coopération et de partenariat entré en vigueur pour dix ans le 1er décembre 1997 entre l'UE et la Russie arrivera à échéance, il devra alors être renouvelé annuellement. En 2004, la Russie et l'Union se sont mises d'accord pour l'étendre aux 10 nouveaux membres. Le but officiellement affiché par Bruxelles est la réalisation d'un véritable partenariat stratégique, mais en réalité, la plupart des domaines stratégiques sont principalement traités de manière bilatérale principalement entre la Russie et la France, l'Allemagne, et l'Italie. Progressivement et plus particulièrement à partir de 2004, ce partenariat s'est essoufflé, en raison de l'élargissement mais aussi en raison du redressement russe. Les différences de structures institutionnelles et la difficulté qu'a l'Union à faire du « sur mesure » dans ses relations avec les pays tiers ont rendu difficile cette coopération. Mais les explications institutionnelles masquent une divergence de fond entre l'UE et la Russie, ou plus précisément entre la Commission Européenne et la Russie. « *En réalité la Russie s'oriente vers un Etat national fort et semble écarter le modèle libéral occidental. Pour l'UE une telle Russie n'a pas sa place dans une Europe moderne* » (Alexander Rahr[3]). Tout est dans cette contradiction car l'ambition de la Commission européenne se réduit bien souvent à une Europe Marché, elle a petit à petit délaissé l'objectif principal des pères fondateurs, la construction d'une Europe politique. Car la relation avec la Russie est pour l'Europe un enjeu politique et stratégique. « *Sachant bien que M. Barroso ne lui est pas favorable, [Vladimir Poutine][4] évite autant que possible d'avoir à négocier directement avec la Commission européenne. En effet M. Barroso est résolument allié avec les pays de l'ancien bloc de l'Est (…)*[5] » soulignent des auteurs de l'Ecole de Guerre Economique dans un document intitulé « *Quelle stratégie de puissance pour la Russie* [6] ». La préparation de la reconduction du partenariat de coopération se fera principalement sous présidence allemande de l'Union. La Russie ne veut pas le prolonger dans la forme actuelle, elle souhaite tirer parti de son nouveau statut énergétique. Vladimir Poutine menace même de réorienter sa production énergétique vers l'Asie alors que les besoins énergétiques de l'Union continueront de croître à un rythme soutenu d'ici 2010. Fin 2006, la Russie couvre 25% de la consommation de l'Union (à 25), en 2020, ce chiffre devrait doubler. Vladimir Poutine a par exemple permis de fournir la Chine à partir des ressources gazières de Sibérie occidentale initialement réservées pour l'UE. Poutine a également évoqué la possibilité de constituer un cartel de gaz russe avec les pays d'Asie centrale, l'Algérie et l'Iran. Mais en même temps il établit un partenariat avec l'Allemagne pour la construction d'un pipeline sous la Baltique. La Russie joue ainsi des divergences des pays européens à son égard et traite de

[2] Viktor Litovkine, RIA Novosti, 26 janvier 2007, « La nouvelle doctrine militaire russe ».
[3] Alexander Rahr, « Geopolitischer Infantilismus », in Internationale Politik, juillet 2006, Nr 7.
[4] Vladimir Poutine
[5] « Quelle stratégie de puissance pour la Russie », Ecole de Guerre Economique, www.infoguerre.com
[6] Consultable sur www.infoguerre.com .

manière privilégiée avec certains grands pays européens comme la France, l'Allemagne, ou l'Italie. L'évolution des relations entre l'UE et la Russie laisse encore possible des schémas très différents, voire antagonistes, elles peuvent varier de la rivalité à l'hostilité ou au contraire à la construction d'une communauté de destin. La « maison commune » de Gorbatchev, régulièrement citée dans les discours des diplomates russes, inspirée de la conception grand continentale européenne du général de Gaulle n'est encore qu'un idéal. Pourtant en septembre 2001, à l'occasion de son discours au Bundestag, Vladimir Poutine avait proposé à l'Europe occidentale une union économique et politique. Ne considère t'il pas le développement de la riche Sibérie orientale, que pourraient mener en commun les Russes et les pays de l'UE, comme l'enjeu du siècle ? Cette coopération bouleverserait les rapports de force dans le Pacifique, la région qui connaîtra l'expansion la plus considérable au XXIe siècle. D'une manière générale, alors que les relations entre l'UE et les Etats-Unis se sont tendues, « *La Russie n'a pas encore trouvé sa place dans l'architecture européenne* [7]».

**Pour une stratégie de puissance européenne**

La Russie de Poutine est souvent critiquée pour la stratégie de puissance qu'elle mettrait en œuvre dans la tradition des tsars et de l'Union soviétique. Dans la publication de l'Ecole de Guerre Economique déjà citée, on peut notamment lire : « *la Russie raisonne toujours en termes de sphères d'influence et de domination et Poutine veut donc faire de son pays le plus influent d'Europe* ». Mais quel pays, aujourd'hui comme hier, se considérant comme un acteur régional ou mondial ne poursuit pas d'une manière ou d'une autre une stratégie de puissance ? Plus l'influence d'un pays est grande, plus cette stratégie de puissance apparaît de manière brutale, même à l'heure du Soft Power. Les Etats-Unis poursuivent naturellement une stratégie de puissance se traduisant par des sphères d'influence et de domination, la Russie, la Chine, et les anciennes puissances de la vieille Europe, à leur niveau, poursuivent aussi une telle stratégie. *« Du fait qu'il existe un rapport des forces, fondé à la fois sur des conditions matérielles, économiques, techniques, militaires, idéologiques, démographiques, religieuses et autres et sur l'habileté des dirigeants, la puissance est indéracinable. »* (Julien Freund, « L'essence du politique »). Or, on a parfois l'impression que les analystes européens sont sortis de l'histoire et vivent sur une planète où ces règles intemporelles n'auraient plus cours. La Russie de Boris Eltsine était perméable à la stratégie de puissance des Etats-Unis, comme l'écrivait le spécialiste de la Russie, Jacques Sapir, la Russie avait alors remis son sort entre les mains du FMI. Marie Mendras, chargée de recherche au CNRS et au CERI, n'a pas hésité à déclarer lors de l'émission de France Culture, « Esprit libre », le 31 décembre 2006, *que « la Russie n'avait aucun ennemi et vivait la période la plus calme de son histoire ».* Pourtant, s'il est un objectif que les Etats-Unis ont mené avec constance et détermination, c'est bien l'encerclement de l'URSS puis de la Russie. A partir de l'échec russe en Afghanistan en 1979, habilement provoqué par la diplomatie de Washington, l'Union soviétique va progressivement perdre les marches de son empire qu'elle avait conquis au XIXe siècle. Les révolutions oranges ont été téléguidées par des ONG derrière lesquelles les officines étrangères sont faciles à identifier. Aujourd'hui, les Etats-Unis ont trois bases militaires en Afghanistan dont la plus importante se trouve à cent kilomètres de la frontière iranienne.

Malgré l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie se reconstruit peu à peu depuis quelques années. L'analyste allemand de la SWP, Hannes Adomeit, signait, dans la revue « Internationale Politik » de juillet 2006 consacré à la renaissance russe[8], un article intitulé, « *Retour sur la scène internationale* ». La Russie a présidé fin 2006 le Conseil de l'Europe et du G8, coopère avec l'OTAN au sein du conseil commun Russie-OTAN, a travaillé à la feuille de route pour le proche Orient avec l'ONU, l'UE et les USA, et joue un rôle clé dans le domaine énergétique, souligne-t-il. La Russie a ainsi réorganisé son industrie en favorisant la création d'acteurs industriels d'envergure mondiale comme Gazprom ou AOK, le consortium aéronautique. On constate d'ailleurs une cohérence entre les projets industriels et l'ambition internationale russe. Par exemple, le gazoduc germano-russe NEGP (North European Gas Pipeline) qui sera construit sous la baltique en évitant la Pologne et les Pays Baltes sera protégé par la marine russe qui fera ainsi son retour dans la mer Baltique, tandis que l'oléoduc Blue Stream (Russie-Turquie) passant sous la mer Noire donne accès aux mers chaudes. Une puissance digne de ce nom a accès à toutes les mers, particulièrement aux mers chaudes.

[7] Alexander Rahr, « Geopolitischer Infantilismus », in Internationale Politik, juillet 2006, Nr 7.
[8] Russland, so die Diagnose, mangelt es an Soft Power, Hannes Adomeit: „Rückkehr auf die Weltbühne", in Internationale Politik, Juli 2006, Nr 7.

Dans sa forme actuelle, et après l'échec du traité constitutionnel, l'Union Européenne n'est pas fondée sur un projet politique et un destin commun mais avant tout sur un projet économique libéral qui pourrait s'appliquer à n'importe quelle région du monde. L'Union Européenne n'étant pas encore une entité politique, elle ne peut évidemment pas avoir de stratégie de puissance. En revanche, la plupart de ses pays membres subit le plus souvent les stratégies de puissance des pays tiers. Pour remplir de substance l'actuel partenariat stratégique UE-Russie, n'ayant de stratégique que le nom, il nous semble important de faire appel à un stimulateur. La coopération franco-allemande a été le moteur de la construction européenne pour le bénéfice de l'ensemble des pays de l'Union. Aujourd'hui la France, l'Allemagne et la Russie pourraient jouer un rôle similaire pour la coopération UE-Russie.

**Formation de l'axe Paris Berlin Moscou (2003-2006)**

En avril 2002 paraissait mon livre « *Paris Berlin Moscou, la voie de l'indépendance et de la paix* ». Moins d'un an plus tard, en février 2003, la Russie rejoignait les positions franco-allemandes sur la guerre en Irak. Ainsi se formait l'axe ParisBerlinMoscou, inaugurant une série de sommets et de déclarations communes perdurant jusqu'à aujourd'hui sous le gouvernement d'Angela Merkel. Jacques Chirac, après sa réélection de mai 2002, et surtout son nouveau ministre des affaires étrangères, Dominique de Villepin, vont être les principaux artisans de la coopération franco-germano-russe. En Allemagne, le chancelier Schroeder, élu le 22 septembre, avait fait campagne durant l'été 2002 contre la guerre en Irak, affrontant ainsi la politique des Etats-Unis. Pour la première fois, la RFA s'opposait frontalement à Washington, sujet pourtant totalement tabou en Allemagne depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Pour la première fois aussi, une Allemagne ayant recouvré sa souveraineté, pouvait définir sa politique étrangère en fonction des ses intérêts propres. La première rencontre Chirac-Poutine-Schroeder eut lieu le 19 juillet 2002 à Sotchi, dans la Mer Noire. La coopération franco-germano-russe née de l'opposition à la guerre en Irak s'était réalisée en deux temps. Entre septembre 2002 et février 2003, la France et l'Allemagne multiplient les déclarations communes sur l'Irak. Pour la première fois aussi, depuis la fin de la guerre froide, l'Allemagne pouvait suivre jusqu'au bout les positions gaulliennes de la France sans faire faux bond au dernier moment comme lors de l'épisode du préambule au traité de l'Elysée. Dès février 2003 la Russie rejoint officiellement la position franco-allemande et le 10 février, les trois ministres des affaires étrangères, Villepin, Fischer et Ivanov, affirment lors d'une déclaration commune : « *il y a encore une alternative à la guerre* ». En mai 2003, l'ancien chancelier Kohl se rend au Kremlin pour assurer au président Poutine que l'axe Paris Berlin Moscou ne sera pas remis en cause si la CDU-CSU revient au pouvoir. Enfin, le 20 mai 2003, les trois ministres des affaires étrangères sont reçus par Jacques Chirac. Après son élection, le social démocrate Zapatero rejoindra les positions franco-germano-russes lors d'une rencontre les 18 et 19 mars 2005, aux côtés des présidents Poutine et Chirac, et du chancelier Schroeder. Plus d'un an avant, dans un article paru dans la revue *Salamandre* de l'automne 2003, portant le sous-titre, « Madrid-Paris-Berlin-Moscou », j'avais annoncé que l'Espagne était la continuité logique à l'Ouest de cet axe continental[9]. Avant son élection, madame Merkel semblait déterminée à mettre fin à la coopération franco-germano-russe. Un article signé de Friedbert Pflüger, proche conseiller de la chancelière et aujourd'hui secrétaire d'Etat parlementaire au ministère de la défense, était paru dans le Figaro du 18 juillet, veille de la visite à Paris de madame Merkel. En cas de victoire de la CDU-CSU, F. Pflüger écrivait : « *l'axe Paris-Berlin-Moscou, forgé par le chancelier Schröder ne saurait être maintenu dans le futur. L'union européenne doit être un partenaire des Etats-Unis fort et sûr de lui-même. Elle ne peut être un contrepoids et les futures rencontres à trois des dirigeants politiques de Paris, Berlin et Moscou doivent servir la cohésion et la construction de la confiance en Europe* ». Deux jours plus tard, le journal Die Welt se demandait si l'axe Paris-Berlin-Moscou allait se briser (« *Bricht die Achse Paris Berlin Moskau* ? »). Déjà à l'époque, les déclarations des dirigeants du monde économique, traditionnellement particulièrement influent en RFA et pourtant naturellement politiquement proche du camp conservateur de la chancelière, permettaient de tempérer ces annonces. Klaus Mangold, président de Daimler-Chrysler et président de la « Commission Europe centrale et Russie de l'économie allemande », avertissait, encore avant les élections dans le quotidien FAZ du 7 septembre : « *il ne faut pas mettre en jeu les bonnes relations de l'Allemagne avec la Russie* ». Un an plus tard, Angela Merkel participait à un sommet Paris-Berlin-Moscou à Compiègne aux côtés de Jacques Chirac et Vladimir Poutine, certes en ayant quelques jours plus tôt expliqué sa démarche aux pays d'Europe centrale. « *Vers une renaissance de l'axe Paris Berlin Moscou* », annonçait le site français www.armees.com en reprenant un texte de l'agence russe RIA Novosti.

[9] Voir aussi: H. de Grossouvre, Le Figaro, 21 mars 2005: « Madrid-Paris-Berlin-Moscou: l'Europe de la paix »

Ainsi, les annonces de réorientations de la politique étrangère allemande tant vers la Russie que vers la France et les Etats-Unis sont surtout des effets d'annonces peu traduits ensuite dans les faits, « *le changement semble davantage porter sur la forme que sur le fond* ». Finalement, ce qui caractérise le gouvernement Merkel, c'est l'« *absence de stratégie cohérente face à la Russie* (IFRI/note du CERFA/novembre 2006). L'ancien chancelier Gerhard Schroeder est quant à lui désormais président du conseil de surveillance du consortium germano-russe NEGP (North European Gas Pipeline) chargé de construire le gazoduc sous la Baltique qui approvisionnera l'Allemagne et l'Europe occidentale.

**Pourquoi Paris Berlin Moscou ?**

Pourquoi la France, l'Allemagne et la Russie sont elles en mesure de jouer un rôle particulier pour la coopération stratégique continentale face à l'impasse des relations UE-Russie ? Quand elles ont su s'entendre, la France et l'Allemagne ont toujours été en mesure d'emporter l'adhésion de leurs partenaires de l'Union. La place géographique occupée par chacun de ces trois pays, leur rôle de pivot sur une partie de l'Europe, et leur masse critique leur confient un rôle et une mission historique spécifique. A l'Ouest, la France est un résumé de la péninsule européenne, participant culturellement et géographiquement à la fois de l'Europe du Nord et de l'Europe du Sud. A la France sont ainsi dévolues, tout à la fois, une mission méditerranéenne et une mission rhénane. L'Allemagne occupe quant à elle une place centrale en Europe, ses frontières en sont mouvantes au cours de l'histoire à l'Ouest et à l'Est, elle a une mission en Europe centrale et une relation privilégiée avec la Russie. La Russie, enfin, à une mission en Europe orientale tout en étant un pont vers la seule région du monde dont les pays connaissent à la fois une croissance économique et démographique, à l'exception du Japon, la zone pacifique. La Russie est bordée sur son flanc Sud par la zone de tempêtes, jadis route de la soie, aujourd'hui zone de production et de transport des énergies fossiles.

Ces trois pays partagent, au lendemain de la guerre froide, des intérêts géopolitiques, culturels, et économiques communs évidents. Géopolitiquement, tous les trois verraient avantageusement se constituer un monde multipolaire. Culturellement, après la fin du communisme, tous les trois sont garants de l'héritage culturel européen, gréco-latin et chrétien, héritage sans lequel une communauté de destin ne serait pas envisageable. Enfin ces trois pays ont ensemble les moyens de maîtriser la plupart des technologies de souveraineté, comme l'énergie, l'aéronautique, le spatial, et les transports. Le Kremlin considère que la modernisation et la construction de nouvelles infrastructures entre l'Europe et l'Asie, comme le deuxième enjeu stratégique le plus important après l'énergie. Pendant toute la guerre froide, l'URSS a été un partenaire énergétique fiable, même pendant les tensions Est-Ouest les plus fortes. Les difficultés actuelles en Biélorussie et en Ukraine sont liées à la vétusté des infrastructures et au vol de la matière première au cours de son transport vers l'Ouest. Le gazoduc sous la baltique garantira donc la sécurité du transport de l'énergie vers l'UE. Enfin, la prise de participation de la Russie dans EADS est la preuve qu'elle est prête à investir dans un partenariat stratégique européen continental durable. La Russie est un très grand marché pour Airbus qui représente 64% du chiffre d'affaire d'EADS. Il serait bon de multiplier ce type de participations et de coopération dans les autres stratégiques, car tant que l'axe Paris-Berlin-Moscou se réduira à des rencontres au sommet sans être décliné opérationnellement, technologiquement et industriellement, il sera extrêmement fragile. Si Nicolas Sarkozy était élu à la présidence de la République, compte tenu de ses prises de positions clairement atlantistes, il est plus que probable qu'il ne poursuivrait pas la coopération franco-germano-russe soutenue par le président Chirac dans un de ses inattendus cycle gaulliste. L'économie ne jouerait pas le même rôle qu'en Allemagne, la France étant moins liée économiquement à la Russie.

**Les enjeux de la campagne anti-russe**

Au cours des dernières années, la presse occidentale a développé une campagne d'une rare violence pour discréditer la Russie. La plupart des critiques à l'égard de la Russie concernant l'état de droit sont certes justifiées, comme le sont aussi celles dénonçant le non respect des conventions internationales à Guantanamo où dans n'importe quelle partie du monde. Le problème n'est pas là, mais dans le fait que la dénonciation du non respect des droits de l'homme en Russie est martelée de manière disproportionnée et surtout sert à masquer l'enjeu du potentiel de coopération stratégique entre les pays de l'UE et la Russie. Ces critiques systématiques réussissent d'ailleurs à discréditer la

Russie aux yeux d'une opinion publique peu informée et peu intéressée par les questions européennes et les relations internationales. La campagne antirusse s'est enflammée à l'occasion des assassinats d'Alexandre Litvinenko et d'Anna Politkovskaïa. Sur ces tragiques événements, la question clé à se poser est la question formulée par tout détective lors d'une enquête : «*à qui profite donc le crime ?* », «*à qui cela profite t'il?* », forme triviale de la question de la cause finale d'Aristote, « *vers quoi cela tend-il ?*», « *où cela va t'il ?* ». A première vue, on se demande l'intérêt que pourrait avoir le Kremlin en faisant assassiner ces deux personnes. Dans l'hypothèse d'une vengeance du Kremlin, on ne peut pas manquer de remarquer que Alexandre Litvinenko, représentait un enjeu totalement marginal par rapport à des poids lourds qui avait trahi leurs pays tels Gordievski et Rezoun, également résidents londoniens ; cette même hypothèse a provoqué la remarque suivante de John Reid, ministre de l'intérieur de sa majesté : « *Les suppositions, c'est le pire. Il ne faudrait pas que par la suite nous ayons à en rougir* ». La dose de Polonium 210 trouvée sur Litvinenko serait d'un coût proche de 30 millions d'Euros, coût démesuré surtout quand on sait qu'un chimiste compétent peut pour 1500 euros réaliser une préparation qui provoque immédiatement un arrêt cardiaque et se décompose tout de suite après, on retrouve alors tout au plus des traces de monoxyde de carbone correspondant à l'inhalation de gaz d'échappement d'une automobile. Quant à Youkos, il est tout à fait normal que la presse occidentale pointe du doigt l'arrestation de son président et le peu de respect du cadre légal par le gouvernement russe, mais pourquoi cette même presse n'a-t-elle presque jamais mentionné que la nationalisation de Youkos est intervenue juste avant le rachat du groupe par une entreprise américaine. N'est il pas normal que la Russie veuillent contrôler ses industries stratégiques comme les Etats-Unis, ou comme certains pays européens, protègent également les siennes. Lorsque le groupe chinois CNOOC a essayé de racheter UNOCAL en faisant jouer les libres mécanismes du marché, le Congrès des Etats-Unis s'y est opposé fermement. Cette affaire à suscité outre-atlantique une grande émotion. Finalement, UNOCAL a été racheté par Chevron-Texaco en juillet 2005. L'Allemagne réunifiée a fait voter sous le chancelier Schroeder une loi prévoyant la possibilité d'un veto gouvernemental en cas de prise de participation majoritaire étrangère d'une entreprise d'un secteur stratégique. Aux Etats-Unis, l'organisation de défense des droits de l'homme « Freedom House » décerne des notes sur la démocratie des pays du monde, elle a déclassé en 2004 la Russie de « pays partiellement libre » à « pays non libre », juste après l'épisode Paris-Berlin-Moscou et les déclarations communes des trois chefs d'Etats. « Freedom House », actuellement dirigée par l'ancien directeur de la CIA, J. Woolsey, est directement financée par le gouvernement américain et par des organismes tels que « Eurasia Foundation », « Soros Foundation », « National Foundation for democracy », eux-mêmes également subventionnées par Washington.

**L'Europe de demain**

La Commission européenne ne sera pas le moteur de la coopération UE-Russie, sa ligne est actuellement celle d'un strict libéralisme économique ayant de facto renoncé à l'ambition politique initiale des pères fondateurs. Beaucoup de Russes pensent, rappelle A. Rahr dans l'article déjà cité, que « *L'Europe des valeurs* » est une relique poussiéreuse d'une époque révolue et qu'elle ne résistera pas au nouveaux enjeux et au dangers auquel le monde doit faire face au XXIe siècle. La Russie reconstruit son économie, consolide ses grands groupes industriels stratégiques (Gazprom, OAK, Rosneft…) et oriente ses partenariats stratégiques progressivement vers les pays d'Asie. Elle continuera toutefois à avoir besoin d'investissements et de transferts de technologies venant des pays les plus industrialisés. Les Etats-Unis, comme l'a bien montré Emmanuel Todd, ont commencé leur déclin. La plupart des think tanks américains, et particulièrement ceux d'obédience néo-conservatrice[10] prennent d'ailleurs très au sérieux la possibilité d'une coopération stratégique durable entre la France, l'Allemagne, et la Russie. Les déficits américains sont une bombe à retardement un temps masqué par la rhétorique belliciste. Le 11 janvier 2007, le président Bush a pour la première fois prononcé le mot défaite à propos de l'Irak[11]. « *Les relations entre les Etats-Unis et l'Union européenne sont celles qui se sont le plus dégradées au cours des dernières années* » (IFRI/note du CERFA/novembre 2006).

[10] Heritage Foundation, 28 août 2003 : « Cherry-Picking : Preventing the Emergence of a Permanent Franco-German-Russian Alliance », consultable sur www.paris-berlin-moscou.org.

[11] «Countries like Saudi Arabia, Egypt, Jordan, and the Gulf States need to understand that an American **defeat** in Iraq would create a new sanctuary for extremists — and a strategic threat to their survival.»

Les pays du pacifique sont quant à eux en pleine expansion. Même le Japon, dont la situation économique et démographique est très proche de celle de l'Allemagne, tourne la page de la guerre froide et s'émancipe à son tour des Etats-Unis et veut peser sur la scène internationale. Durant une tournée en Europe, en janvier 2007, le premier ministre japonais Shinzo Abe a fait comprendre que la page de l'après-guerre était définitivement tournée. Le Japon vient même de se doter d'un ministère de la Défense alors que Washington ne l'autorisait jusque là qu'à avoir des troupes d'autodéfense. "*Depuis la fin de la Guerre froide, les enjeux de sécurité nationale du Japon ont connu de profonds bouleversements*", a déclaré le Premier ministre de la cérémonie d'inauguration du nouveau ministère. La Chine monte en puissance. Si l'on peut identifier de nombreuses complémentarités et intérêts communs entre les pays de la grande Europe et les pays d'Asie, l'empire du milieu a toujours eu une logique propre, peu impérialiste vers l'extérieur.

**La nouvelle donne internationale**

Aujourd'hui les banques centrales des pays asiatiques détiennent 70% des réserves en devises, principalement en dollars. Les réserves de la Chine, du Japon, de la Corée, de Singapore et de la Thaïlande ont explosé entre 2004 et 2006 et continuent à croître. La suprématie du dollar héritée de l'après-guerre pourrait être brutalement remise en cause. Les pays asiatiques gardent en réserve cette arme redoutable, vraisemblablement tant qu'ils auront besoin des investissements et des transferts de technologie américains et qu'ils ne maîtriseront pas la production et le transport des énergies fossiles. Face aux critiques de Bruxelles et l'absence d'un réel partenariat stratégique entre l'Union et la Russie, Moscou se tourne vers l'Asie, et d'une manière plus prononcée vers Pékin. Mais le spécialiste allemand de la Russie à la DGAP, Alexander Rahr, nous prévient : « *il ne faut pas pousser la Russie dans les bras de la Chine* »[12]. En 2007, arrive à échéance l'accord UE-Russie, durant cette même année l'Allemagne préside l'UE et le G8 tandis que les Etats-Unis chercheront vraisemblablement la confrontation dans l'ex espace d'influence soviétique où la Russie pourrait jouer un rôle de modérateur. Poutine, pour qui le continent européen compte et dont le mandat se termine en mars 2008 ne veut pas être l'homme qui a poussé la Russie dans les bras de la Chine, il voudra au contraire terminer son mandat sur une initiative d'envergure pour une coopération UE-Russie. Si elles s'entendent à ce moment, la France et l'Allemagne seront à même d'influencer la politique russe de l'Union. La Russie et l'UE vivent sur le même continent et le vent de l'histoire, le déclin américain, la montée en puissance du pacifique, et la lente mais progressive construction politique européenne, les obligera tôt ou tard à trouver un accord durable. L'axe Paris-Berlin-Moscou pourrait alors être le moteur d'une union stratégique paneuropéenne durable et permettre à l'Europe de jouer un rôle propre et conforme à ses intérêts sur la scène mondiale. Un affrontement entre les Etats-Unis et certains pays d'Asie, dont la Chine, semble inévitable au XXI siècle. Il ne serait alors pas dans l'intérêt des Européens de prendre part à cet affrontement mais au contraire d'établir des partenariats stratégiques avec les pays d'Asie qui sont nos alliés naturels, comme le Japon ou l'Inde.

L'implantation d'une défense antimissile dans deux pays de l'UE serait un élément nouveau de la plus grande importance. Il n'est pas anodin de rappeler que la défense antimissile et l'opposition à la Russie sont un des chevaux de bataille de Donald Rumsfeld. La défense antimissile est d'ailleurs beaucoup plus offensive que défensive car elle permet une première frappe préemptive. Pour la première fois, les Etats-Unis apparaîtraient aux yeux de l'opinion publique comme un facteur déstabilisateur en Europe pouvant relancer une course aux armements et forçant la sortie du traité FNI. Karl Lieber et Daryl Press dans la revue Foreign Affairs de mars 2006 ont rappelé que la force nucléaire des Etats-Unis n'étaient pas tournés vers les Etats voyous et ne servaient pas non plus la guerre contre le terrorisme, mais que cette défense nucléaire étaient bien évidemment tournés contre la Russie et la Chine[13]. Il ne me parait pas impossible que la Russie détienne un avantage décisif avec son nouveau missile Topol, finissant sa course en zig zag. De toutes façons, l'implantation d'une défense antimissile par les Etats-Unis dans des pays de l'UE autrefois sous influence de la Russie soviétique ne peut rester sans réponse russe. Quant aux pays de l'Union, si on se rappelle le grand débat public sur les SS 20 dans les années quatre-vingt, on ne peut que s'étonner de l'absence de

[12] Alexander Rahr, « Geopolitischer Infantilismus », in Internationale Politik, Juli 2006, Nr 7.
« Rückkehr auf die Weltbühne ».

[13] *« If the United States' nuclear modernization were really aimed at rogue states or terrorists, the country's nuclear force would not need the additional thousand ground-burst warheads it will gain from the W-76 modernization program. The current and future US nuclear force, in other words, seems designed to carry out a pre-emptive disarming strike against Russia or China »*

débat sur les projets anti-missiles de Washington. Si on se rappelle également le discours très médiatisé du 14 février 2003 de Dominique de Villepin à l'ONU pour exprimer son opposition aux projets de guerre de Washington en Irak, le silence politique et médiatique de la « vieille Europe », c'est-à-dire de « l'Europe européenne » (général de Gaulle), face à la probabilité grandissante d'une guerre en Iran en est aujourd'hui d'autant plus sépulcral. Même si aucun empire dans l'histoire du monde n'a été aussi puissant que le sont aujourd'hui les Etats-Unis, il n'en reste pas moins vrai que le temps ne joue pas pour eux, le système monétaire centré sur le dollar, fondement principal de leur puissance, est fragile. La fuite en avant militaire ne peut que fragiliser toujours plus la prédominance de Washington. Qu'on s'en réjouisse ou le regrette face aux grands enjeux internationaux, à la politique étrangère des Etats-Unis, à la question énergétique, au futur de l'UE, à la montée en puissance des pays du Pacifique, la Russie a en main les cartes pour jouer un rôle d'arbitre.

**Henri de Grossouvre,** Directeur du Forum Carolus, Strasbourg (www.forum-carolus.org ), et Président de l'Association Paris-Berlin-Moscou (www.paris-berlin-moscou.org).